Dans le projet Idex UMSF (Initiative d'excellence Montpellier Sud de France) :

La science sert de prétexte à une restructuration de tous les organismes de recherche et de l'enseignement supérieur pour servir les intérêts du privé !

Un simulacre de démocratie et un désaveu du rôle des élus !

A la hussarde, la veille et le jour de son dépôt, les CA des universités UM1, UM2 et UM3 ont eu à se prononcer sur le projet Idex. Tandis que pour l'UM3, le processus démocratique a été respecté (consultation du CTP, mise à disposition des élus et dans les temps des documents et de leurs évolutions, etc.), le projet est resté inconnu aux membres des CA de l'UM1 et de l'UM2, jusqu'au dernier moment, tout du moins aux élus qui n'en ont pris connaissance que quelques heures avant de siéger. Les textes, d'une centaine de pages au total, sont rédigés dans un style technocratique souvent indigeste, où se succèdent des sigles non explicités, des termes et des mots-clés « à la mode ». Ce sont différentes versions du projet qui ont été présentées au vote des 3 CA : Certains points n'étaient pas renseignés ou existaient dans une version mais pas dans l'autre, comme l'annexe financière pourtant essentielle ! Dans les CA des 3 universités, la majorité des élus syndicaux a voté contre. A l'UM1 : 24 pour, 2 abs (UNSA), 1 contre (CGT) ; à l'UM2 : 21 pour, 4 contre (1 CGT-SUD, 1 FSU, 2 UNEF) ; à l'UM3 : 17 pour, 1 abs (UNSA), 6 contre (1 personnel non-syndiqué, 2 SNESUP, 1CGT, 1 UNEF et 1 personnalité extérieure CGT).

C'est sous la très forte pression du gouvernement de droite et de la région prétendument de gauche que les trois universités ont élaboré le projet !

Les chargés de mission du Ministère, la Ministre en personne, ainsi que le préfet, le recteur n'ont pas ménagé leurs efforts, sans oublier les menaces du nouveau président de région, M. Bourquin, envoyées le 22 décembre 2010 à la presse et par mail aux chercheurs et enseignants-chercheurs du site, de suspendre tous les financements régionaux à la recherche pour obliger la fusion des universités et le dépôt du projet d'Idex. Malgré cela, grâce à la résistance du milieu, la fusion des 3 universités n'a pas pu être imposée.

La gouvernance : difficile de faire plus compliqué et d'empiler plus de couches pour tordre le cou à la démocratie, à la collégialité, aux règles du service public, au statut des personnels !

Comme nous l'avons toujours dit, le projet Idex est une restructuration de l'enseignement supérieur et de la recherche dont la finalité est la rentabilité de « l'économie de la connaissance » et la nouvelle gouvernance va se placer au-dessus des trois universités notamment, de leurs instances où siègent les représentants des personnels. Elle consistera en un empilement complexe de structures :

-

Des pôles thématiques annoncés comme étant des agences de moyens recherche-innovation-formation englobant Labex et Equipex sur un thème et sous la responsabilité des universités ;

-

D'une université fédérale UMSF, en tant que gouvernance des établissements impliqués dans l'Idex et constituée elle-même :

-

D’une Fondation de Coopération Scientifique (FCS-UMSF) pour gérer l’Idex selon les règles de gestion du droit privé, dirigée par un CA ne comportant aucun élu et disposant d'un haut conseil, tenant lieu de conseil scientifique et composé uniquement de nommés.

-

D’un Etablissement Public de Coopération Scientifique (EPCS) dénommé aussi PRES-UMSF, reconfiguré, à présidence tournante, pour gérer toutes les « mutualisations » (plateformes, plateaux techniques, valorisation, communication, etc.) et « coopérations » entre tous les organismes de recherche et établissements d’enseignement supérieur de toute la région.

-

D’un sénat académique au rôle purement consultatif pour les CA du PRES et de la FCS.

-

Des trois universités montpelliéraines.

Un projet entièrement dévoué à la rentabilisation de la recherche et de l’enseignement supérieur en réponse aux exigences des industriels régionaux !

Le projet Idex de Montpellier répond à une exigence de concentration des moyens dans le domaine du court terme, de l’appliqué, de l’innovation, de l’utilitaire, propre à la vision gouvernementale de la recherche. Il est structuré pour venir en aide à la filière céréalière, à celle de l’eau, de l’énergie « verte » et nucléaire, de la production conchylicole, de *l’écologie industrielle* et

de l'industrie pharmaceutique, etc. dans le cadre d'un « développement économique durable » en « Méditerranée » et dans les « pays du Sud », des mots-clés répétés à longueur de phrase. Dans le domaine de l'enseignement et de la formation, un « des axes d'effort » est « un véritable service de relation université-entreprise capable de répondre aux attentes et d'identifier les services intégrés mis à disposition des entreprises » qui n'est pas sans rappeler le récent accord signé entre le MEDEF et la Conférence des Présidents d'Université. Concernant les LLASHS (*), seules celles susceptibles de rentabilité sont présentes. Il est écrit « Les sciences humaines et sociales prennent une part croissante dans le secteur professionnel du service à la personne et dans celui de la création d'entreprises innovantes. Il faudra renforcer les partenariats permettant de répondre à l'enjeu que représente la professionnalisation accrue des métiers du social et du service à la personne, perspective majeure de développement de l'emploi en Languedoc-Roussillon. »

Grand emprunt Labex, Idex, Equipex, etc. : ce n'est pas de l'argent en plus pour la recherche, mais une concentration des moyens propres sur quelques thématiques.

Nous rappelons que les sommes consacrées aux appels d'offre du Grand Emprunt ont été prélevées sur le budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Actuellement, les unités de recherche reçoivent leur soutien de base et constatent en général des diminutions allant de 10 à 20%. Moins 60% pour l'Ecotron de Montpellier récemment inauguré et labélisé « Très Grand Equipement (TGE) » pour étudier les écosystèmes et l'environnement, thème pourtant jugé porteur par l'Idex UMSF. Combien d'expériences devront être annulées ? Par ailleurs, selon les informations fournies, le budget Idex-UMSF, serait de 320 M€ par an dont 280 M€ sur les ressources propres des universités et des organismes de recherche et moins de 40 M€ par an seraient obtenus en cas de succès à l'appel d'offre. Pour les universités, ce serait 20 à 30 % de leur budget récurrent qui serait ciblé sur « l'Excellence » pour un bonus budgétaire de 1 à 3% tout au plus.

Faisant suite au Plan Campus, le Grand Emprunt a pour conséquence la financiarisation de la recherche et de l'enseignement supérieur !

Son mode de financement spéculatif (emprunt par l'État sur les marchés financiers et placement sur ces mêmes marchés financiers par la Caisse des Dépôts pose le problème du devenir de ces « milliards pour la recherche et l'enseignement supérieur » si la bourse s'effondre. La réalisation des projets scientifiques dépendrait dorénavant de la spéculation boursière ! Combien faudra-t-il placer d'argent et à quel taux pour assurer le financement de ces projets ? Qui gérera les fonds? Qui tiendra la comptabilité de droit privé dont les règles sont très différentes de celles de droit public? Des personnels contractuels ? Des cabinets privés ?

Sans attendre l'Idex, la mise sous tutelle des intérêts privés de l'université commence avec le Plan Campus. Il voue à la démolition prochaine de nombreux bâtiments du campus du Triolet de l'UM2 pour une reconstruction sous PPP (Partenariat Public Privé), avec des partenaires privés qui ne manqueront pas de réclamer des retours sur investissement, en 1er lieu, par le biais de versement de loyers. Mais sur quel budget seront-ils pris ?

Les organisations syndicales signataires s'opposent à cette politique.

Elles appellent les personnels à la combattre !

Parce que nous défendons un développement harmonieux sur tout le territoire national de l'ensemble des universités afin notamment que tous les jeunes puissent accéder au même droit à l'éducation et à des diplômes nationaux, au travers de formations de qualité non soumises aux impératifs d'intérêts privés locaux ;

Parce que nous défendons la recherche publique, dans tous les domaines, dans le respect de la démocratie et de la collégialité, conditions premières de la qualité scientifique :

- **nous avons voté contre** l'Idex UMSF dans les CA des 3 universités et nous continuerons à nous battre contre sa mise en œuvre ;

- **nous combattrons toute suppression** (sous couvert de mutualisation) de filières et d'heures d'enseignement, de disciplines, de diplômes, de laboratoires de recherche, de postes ;

- **nous exigeons le maintien du statut de fonctionnaire**, gage d'indépendance vis-à-vis du pouvoir, et des postes statutaires pour l'embauche de tous les précaires !

Nous vous appelons à participer massivement aux réunions d'information et AG.

À Montpellier, le 25 janvier 2011.

CGT (SNTRS, UM1, UM2, Cirad, INRA, Cemagref), FSU (SNESUP UM2 et IUFM, SNCS), SUD (Recherche-EPST et Education), SNPREES-FO.

LLASHS (*) : Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines et Sociales.